

Mesures Villepin

Une chance pour l'emploi des jeunes

En France, le chômage touche plus durement et plus massivement les jeunes (23%) que le reste de la population (9,6%). Malheureusement, face à cela, les diplômés ne sont plus un bouclier efficace. Ainsi, 21% des "bac + 4" n'ont toujours pas de travail après 9 mois de recherche.

Obtenir un emploi stable est devenu un véritable et très long parcours du combattant jalonné de stages, CDD et autres missions d'interim. C'est en moyenne après 8 à 10 ans de galère et de précarité qu'un jeune peut espérer décrocher son premier CDI. Cette situation perdure, depuis plus de vingt ans, sans qu'aucune réponse de fond n'ait jamais été apportée.

Alors que les choses bougent enfin, grâce aux mesures annoncées par le Premier ministre, les syndicats et les partis de gauche se sont lancés dans une vaste campagne de désinformation et de diabolisation. Les laisser faire, ce serait céder une nouvelle fois à l'immobilisme qui est, en grande partie, responsable du chômage de 618 000 jeunes aujourd'hui. Contre la mauvaise foi politico-syndicale, voici un "rappel des faits".

Depuis juin 2005, le gouvernement a lancé une politique volontariste en faveur de l'emploi dont les premiers résultats sont très encourageants. Malgré cela, la situation des jeunes reste préoccupante, c'est pourquoi, le Premier ministre a annoncé de nouvelles mesures en leur faveur.

1- Développer l'apprentissage

La formation en alternance, qui est un des meilleurs passeports pour l'emploi, sera renforcée. Le contrat de professionnalisation l'a montré : 3 mois après la sortie du dispositif, 80 % des jeunes trouvent un emploi stable.

✓ Les objectifs fixés doivent être tenus : 500.000 apprentis en 2009 et 200.000 contrats de professionnalisation par an dès 2007.

✓ Pour aller plus loin dans cette voie, le Gouvernement a voulu fixer des objectifs chiffrés de jeunes en alternance dans les entreprises de plus de 250 salariés : 1% des effectifs au 1er janvier 2007, 2% en 2008 et 3% en 2009.

✓ La taxe d'apprentissage sera modulée en fonction de la réalisation de cet objectif.

2- Mieux indemniser et valoriser les stages

Un stage c'est un moyen pour les jeunes de découvrir le milieu professionnel et de se former, mais c'est aussi une chance pour les entreprises. Tout le monde doit y gagner.

Rédaction d'une charte des stages

C'est pourquoi, une Charte des stages sera rédigée pour définir les bonnes pratiques et mettre fin aux abus. Les conventions de stages devront s'y référer.

Parallèlement, trois mesures concrètes permettront de mieux valoriser les stages :

✓ une indemnité obligatoire pour les stages de plus de 3 mois, associée à une franchise de cotisations sociales à hauteur de 360 euros d'indemnité mensuelle par stagiaire,

✓ une meilleure reconnaissance de tous les stages longs dans les cursus universitaires,

✓ la prise en compte des stages dans l'ancienneté professionnelle.

3- Lutter contre la précarité

En matière d'embauche, le contrat à durée indéterminée doit redevenir la norme, même pour les jeunes. Afin d'encourager les entreprises à signer ce type de contrats (CDI, CNE, CPE), avec des jeunes de moins de 26 ans au chômage depuis plus de six mois, une exonération totale de charges patronales leur sera accordée pendant trois ans.

Pour lutter contre la précarité et répondre plus efficacement aux besoins des jeunes en termes d'accès au logement, de formation, et d'indemnités chômage, le Premier ministre a annoncé la création d'un nouveau contrat à durée indéterminée : le contrat de première embauche (cf. encadré). Ce contrat sera ouvert à tous les jeunes de moins de 26 ans qui sont embauchés dans une entreprise de plus de 20 salariés. Il permettra à un jeune d'être embauché directement en contrat à durée indéterminée – ce qui est très rare aujourd'hui – avec une période de consolidation de l'emploi de deux ans maximum.

Le Contrat Première Embauche

Le CPE : qu'est ce que c'est ?

Public concerné

Les jeunes de moins de 26 ans.
Les entreprises de plus de 20 salariés.

Statut juridique

C'est un vrai Contrat à Durée Indéterminée.

Période de consolidation de l'emploi

2 ans maximum. Tous les stages et les CDD effectués au sein de l'entreprise seront déduits de cette période de consolidation. Ainsi, la durée maximale de cette période est bien de 2 ans, alors qu'actuellement, il faut attendre entre 8 à 10 ans pour obtenir un emploi stable. **C'est une véritable avancée dans la lutte contre la précarité.**

Rémunération

Identique au régime général des **CDI classiques.**

Les plus

✓ Logement

Le CPE **donne accès de manière automatique au dispositif Locapass** qui permet de faciliter le paiement des cautions.

✓ Formation

Le **droit individuel à la formation s'ouvrira dès la fin du premier mois**, alors que dans les autres contrats ce n'est qu'après un an que l'on dispose de ce droit.

✓ Indemnités chômage

En cas de rupture de contrat après seulement 4 mois de travail, une **allocation forfaitaire de 490 euros** sera versée par l'Etat pendant 2 mois. De plus, comme pour le CNE, une indemnité de rupture correspondant à **8% de l'ensemble des sommes perçues** depuis le début du contrat sera versée par l'employeur. **C'est une véritable avancée sociale.**

✓ Crédits

Le CPE offre les **mêmes garanties qu'un CDI classique** pour les banques et donc, permet de bénéficier des mêmes conditions de crédits.

Face aux mensonges et à la mauvaise foi de certaines organisations politiques et syndicales, qui ne défendent que leurs intérêts, défendons une politique ambitieuse en faveur de l'emploi des jeunes.

► **Signez et faites signer cette pétition.**

À retourner à : UNI - 8, rue de Musset - 75016 PARIS

☎ 01.45.25.34.65 - fax : 01.45.25.51.33

Nom : Prénom :

Année : Discipline :

Etablissement :

Adresse personnelle : Code postal :

Ville : Tél. : Email :

Désire :

soutenir l'action du gouvernement pour l'emploi des jeunes

adhérer à l'UNI ; enseignants 35 Euros, étudiants 10 Euros

recevoir . . . exemplaires de cette pétition de soutien à la politique du gouvernement

s'abonner gratuitement à la liste de diffusion électronique de l'UNI



www.uni.asso.fr

Date :

Signature :